

« LA SECU, ELLE EST A NOUS ! »

« *Freiner d'abord la dépense sociale* ». Voilà l'objectif prioritaire de ce gouvernement Macron issu du groupe LR qui est pourtant le moins représenté dans l'hémicycle parlementaire.

Autrement dit Macron décide la dissolution de l'Assemblée Nationale et malgré la claqué électorale qu'il reçoit, décide de continuer à mener une politique libérale au détriment tant des assuré.e.s soci.aux.ales que des personnels de notre secteur.

C'est en ce sens que le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) est construit et présenté pour examen aux député.e.s par ce gouvernement en manque de légitimité mais soutenu par le RN.

Les orientations que veut nous imposer ce gouvernement impacteront les plus démunis parmi les assurés sociaux puisqu'il est question d'augmenter le ticket modérateur (le reste à charge passerait de 30% à 40%) ce qui aurait pour conséquence de faire augmenter le prix des complémentaires santé, alors même que bon nombre de personnes n'en ont pas et que ce nombre risque encore d'augmenter poussant ainsi les plus précaires à renoncer au soin.

« Réorganisation », « restructuration », « mutualisation des moyens », « fermeture de lits », « manque d'attractivité » ... sont des terminologies que nous allons entendre encore et encore tout autant que « déserts médicaux », « accès aux soins » ... problèmes que le PLFSS 2025 ne résoudra pas, pire, la situation de nos secteurs va s'aggraver !

Les professionnel.les du sanitaire ainsi que l'ensemble des acteur.rices du social et du médico-social vont même devoir travailler gratuitement et payer le fait qu'ils soient en maladie pour combler le déficit construit depuis des années par les gouvernements libéraux qui se sont succédés. Les pistes que veut nous imposer l'actuel gouvernement concernent :

- Le travail d'un deuxième jour férié supplémentaire dit « de solidarité » comme en 2003 suite à l'incurie du gouvernement Sarkozy de l'époque à gérer la canicule qui avait généré un grand nombre de morts parmi les personnes âgées.
- 3 jours de carence au lieu d'un (ce qui était déjà trop) et indemnités journalières à hauteur de 90% au lieu de 100% du traitement pour les fonctionnaires.

Pourquoi la solidarité ne serait-elle exercée que par les seul.es travaill.eur.ses et non par les plus riches qui vivent du fruit de notre travail pour accroître leur capital ?

En quoi est-il légitime que le budget de la sécurité sociale qui est constitué de nos cotisations et donc de notre salaire serve de levier à la réduction de « la dette » construite par ceux-là même qui n'hésitent pas à exonérer les entreprises du CAC 40 pour un montant de près de 80 milliards de cotisations sociales en 2023 ? Et ce gouvernement cherche comment réduire le déficit ?

Et bien dernière idée en date de ce gouvernement, augmenter les prélèvements sociaux de 10,6% à 15% des entreprises de paris en ligne par exemple ... l'addiction aux jeux représente une manne inespérée ...

Faire payer la maladie par les malades, voilà le nouveau paradigme imposé par les tenants du néo-



libéralisme. Nous sommes bien loin de la philosophie initiale d'Ambroise Croisat lors de la création de la sécurité sociale selon laquelle, ainsi résumée « de chacun selon ses moyens, de chacun selon ses besoins ».

La sécurité sociale nous appartient et son budget de 650 milliards d'euros aiguise les appétits des capitalistes du secteur assurantiel privé dont le rêve est celui d'un système assuranciel à l'américaine, faisant de la santé un produit « marchandisable » sur lequel il est possible de spéculer et de générer de la croissance !

En France, notre système social est constitué des cotisations salariales et patronales. Ces cotisations sont visibles sur nos fiches de paye. L'ensemble des cotisations et du net à payer constitue notre salaire. La cotisation est du salaire dit socialisé puisqu'elle alimente notre système de solidarité dont l'ensemble de la population devrait pouvoir bénéficier selon ses besoins, sans avoir à payer les soins de sa poche !

Une exonération de cotisation sociale revient à prélever les salaires du montant de ladite exonération qui alimente alors les marchés financiers plutôt que la population qui est alors spoliée.

C'est pourquoi la question de la sécurité sociale nous concerne toutes et tous, quelle que soit notre activité salariale et c'est pourquoi tout le monde a son mot à dire. Nous ne pouvons pas laisser le système capitaliste s'emparer de notre bien commun à dessein de s'enrichir au détriment de notre santé, au détriment de notre système de retraite, au détriment des personnes âgées, au détriment des plus démunis ...

Nous devons en conséquence nous mobiliser toutes et tous et nous saisir de cette question centrale qui représente notre socle collectif, notre contrat social.

Nous mobiliser durant le temps du débat parlementaire pour peser et faire valoir nos droits est nécessaire. Toutes et tous en grèves et dans la rue :

« LA SECU, ELLE EST A NOUS ! »

